

Le prix du retard : le coût du report de la ratification de l'accord commercial entre l'UE et le Mercosur

Entre 2021 et 2025, l'UE a sacrifié 183 milliards d'euros d'exportations et 291 milliards d'euros de produit intérieur brut en raison de son incapacité à ratifier l'accord UE-Mercosur. Ces chiffres représentent la valeur actuelle nette de l'activité économique qui se serait concrétisée si l'accord avait été mis en œuvre comme initialement prévu en 2021. Cette perte cumulée en termes de PIB nominal, qui reflète non seulement les exportations perdues, mais aussi les gains non réalisés liés à l'amélioration de l'accès aux facteurs de production et à la diversification des chaînes d'approvisionnement, correspond à environ 1,6 % de la production économique totale de l'UE et équivaut à peu près à deux années de croissance économique nominale européenne aux taux observés en 2023 et 2024.

Si la ratification continue d'être reportée jusqu'en 2026, le bilan cumulé s'alourdira considérablement. Le total des exportations perdues atteindrait 216 milliards d'euros (voir graphique 1), tandis que le PIB perdu grimperait à 344 milliards d'euros. Pour mettre ces chiffres en perspective, la perte cumulée d'exportations dépasserait l'ensemble des échanges annuels de marchandises entre l'UE et la Suisse, quatrième partenaire commercial de l'UE. Chaque mois supplémentaire de retard en 2026 représente 4,4 milliards d'euros de PIB perdu et 3 milliards d'euros d'exportations manquantes.

Le poids économique du retard se concentre dans les secteurs où l'UE dispose d'un avantage comparatif. Les industries automobiles et des équipements de transport sont les plus durement touchés, avec un manque à gagner de 94 milliards d'euros d'exportations dans le cadre d'un retard de six ans. L'industrie de machines et équipements représente la deuxième perte la plus importante avec 23,8 milliards d'euros, suivis par l'industrie chimique à 21,2 milliards d'euros, la métallurgie et l'agroalimentaire à 12,6 milliards d'euros chacun et l'industrie pharmaceutique à 11,5 milliards d'euros.

Ces secteurs sont précisément ceux qui stimulent le dynamisme économique européen. Les industries pharmaceutiques et chimiques figurent parmi les cinq premiers secteurs industriels en termes de productivité du travail, tandis que l'industrie automobile et le secteur de machines et équipements se classent dans les dix premiers. Pour l'industrie automobile et d'équipements de transport, l'industrie chimique et la métallurgie, le retard de six ans représente des exportations perdues équivalent à plus de deux années du budget annuel de recherche et développement de chaque secteur. Les secteurs tertiaires ont également subi

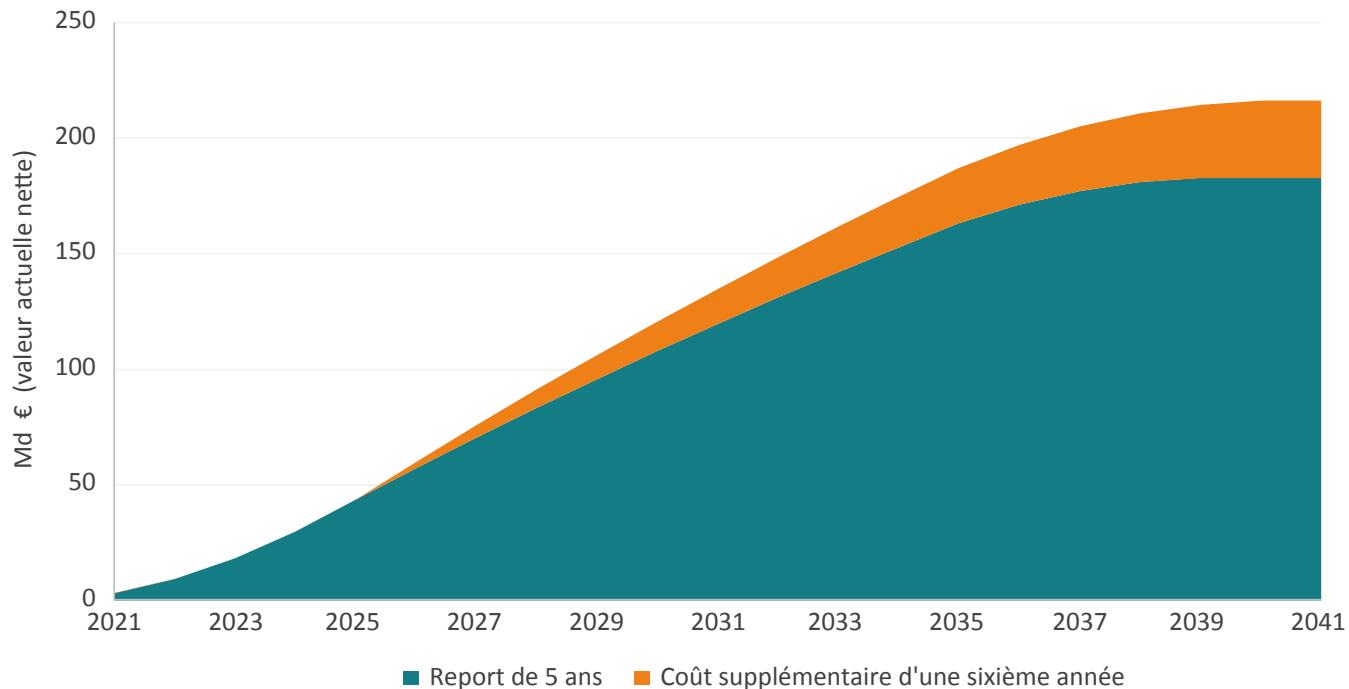
des pertes substantielles, un retard de cinq ans se traduisant par 3 milliards d'euros d'exportations de services perdues, concentrées dans le commerce de distribution et transports (1,9 milliard d'euros), les communications (0,6 milliard d'euros) et les services financiers (0,4 milliard d'euros).

Les coûts liés au retard de ratification touchent tous les États membres de l'UE (voir graphique 2). L'Allemagne a subi la perte absolue la plus importante, soit 71 milliards d'euros, équivalent à 1,7 % du PIB, pendant une période de contraction économique. La France a enregistré 38 milliards d'euros d'exportations perdues (environ un an de croissance économique nominale), tandis que l'Italie a perdu 29 milliards d'euros (environ 1,6 année de croissance). L'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Suède, le Portugal et l'Autriche ont également subi des pertes absolues considérables. Si les économies plus petites et orientées vers l'exportation ont enregistré des pertes absolues moins importantes, leur exposition relative est toutefois importante : le Portugal, la Hongrie, la Belgique, la Finlande et la Suède ont subi des pertes supérieures à 1 % de leur PIB national.

Le coût du retard dans la conclusion de l'accord UE-Mercosur va au-delà des pertes commerciales. Face à l'incertitude politique, les entreprises européennes détournent leurs capitaux et établissent des chaînes d'approvisionnement qui ne reviendront pas vers le Mercosur, cédant des parts de marché à la Chine et érodant l'influence de l'Europe dans la région. Surtout, ce retard compromet également la résilience économique de l'UE. En reportant la ratification de l'accord, l'UE perd un accès préférentiel aux vastes ressources en matières premières essentielles du Mercosur. En fin de compte, l'hésitation de l'Europe prolonge sa dépendance aux chaînes d'approvisionnement chinoises pour ces intrants essentiels.

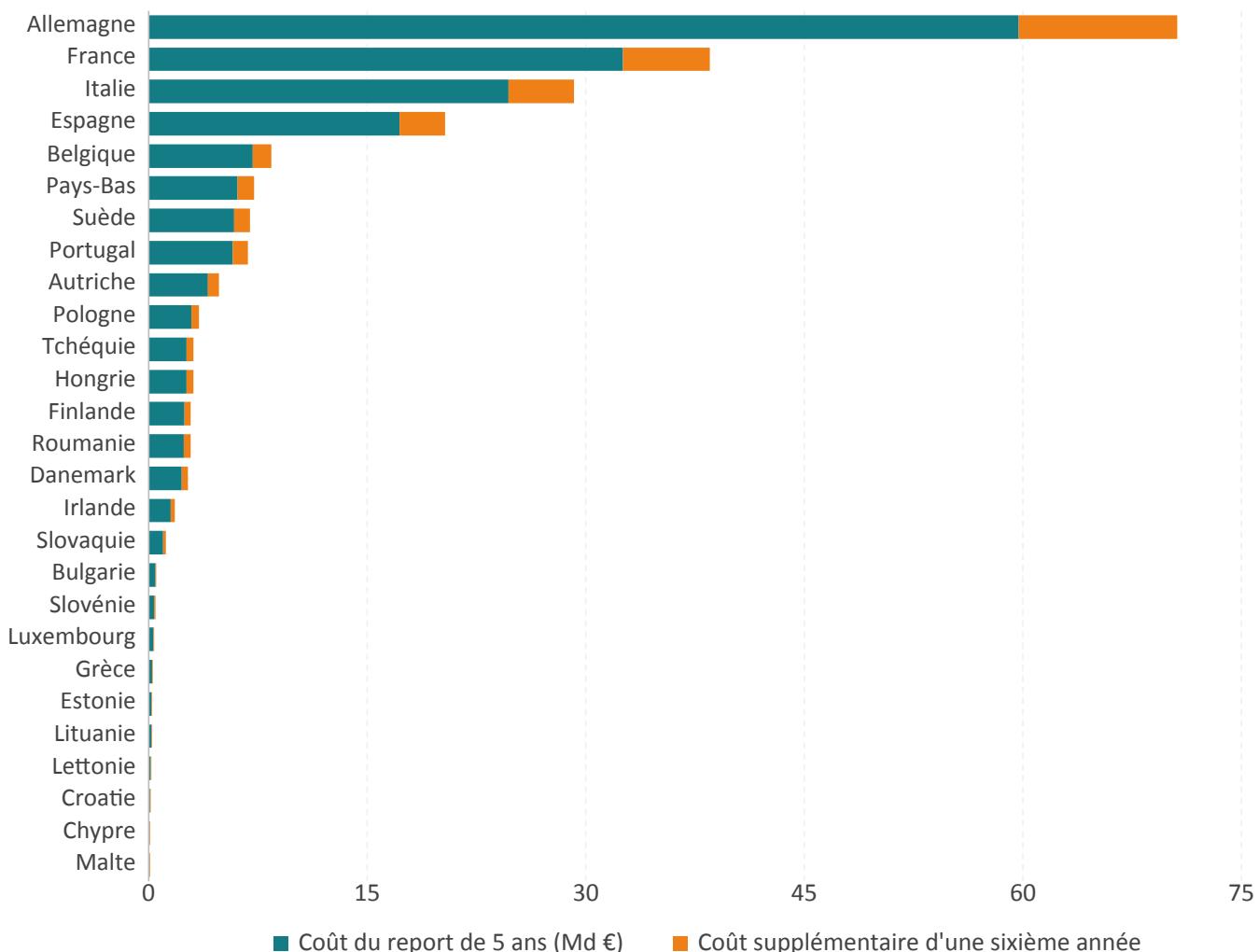
Le coût d'opportunité d'un retard prolongé semble dépasser les préoccupations politiques restantes. Présenter le retard comme une option sans coût permettant une délibération supplémentaire est inexact et contre-productif. Les coûts du report sont réels, mesurables et croissants. Pour les décideurs européens, l'impératif est clair : ratifier l'accord UE-Mercosur n'est pas simplement une décision de politique commerciale, mais une étape essentielle pour renforcer la croissance économique, la compétitivité et l'autonomie stratégique de l'Europe.

GRAPHIQUE 1 : EXPORTATIONS CUMULÉES DE L'UE PERDUES EN RAISON DU REPORT DE L'ACCORD UE-MERCOSUR



Source : Calculs de l'ECIPE.

GRAPHIQUE 2 : EXPORTATIONS PERDUES DE L'UE PAR ÉTAT MEMBRE (EN MILLIARDS D'EUROS, VAN)



Source : Calculs de l'ECIPE.